

Le Partenariat transpacifique et l'industrie de l'aérospatiale au Canada



Unifor et l'industrie de l'aérospatiale

Unifor représente plus de 10 000 travailleuses et travailleurs qui développent et fabriquent des aéronefs et des composantes d'aéronefs pour Bombardier, Boeing et d'autres fabricants d'équipement d'origine (FEO), et qui travaillent aussi à la production de satellites et au développement de systèmes de robotique pour l'exploration spatiale, et maintenant en neurochirurgie aussi.

Le problème avec le PTP

Le PTP a été négocié à huis clos sans aucune analyse de ses répercussions sur l'économie du Canada ni participation sérieuse du public. Des études récentes prédisent que le PTP aura des incidences négatives sur l'économie du Canada. Même dans le meilleur des cas, le PTP aura peu ou aucun impact. D'une façon ou d'une autre, les risques posés aux politiques publiques et aux prises de décision au Canada semblent réels et soulèvent de sérieuses préoccupations chez les Canadiennes et Canadiens à plusieurs égards. Par exemple :

- L'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) accordera des droits extraordinaires et extrajudiciaires aux sociétés privées leur permettant d'intenter une poursuite contre les gouvernements au sujet de décisions en matière de politiques publiques;
- Une approche fondée sur une « liste négative » qui ouvre les marchés aux investisseurs étrangers et à tous les fournisseurs de services, à moins qu'ils ne soient explicitement exclus de l'accord, qui fait la promotion d'une dérèglementation permanente et limite le processus de prise de décision du gouvernement à long terme;
- Des réformes sur les brevets et de nouvelles règles en matière de politique numérique mettent en danger autant le prix des médicaments au Canada que la confidentialité des données.

L'impact du PTP sur l'industrie de l'aérospatiale au Canada

L'industrie de l'aérospatiale au Canada a contribué plus de 28 milliards de dollars au PIB du Canada en 2015 et emploie directement près de 90 000 personnes dans des emplois très spécialisés, au salaire élevé, ainsi que dans 120 000 autres emplois de soutien partout au pays. L'industrie de l'aérospatiale est un chef de file en recherche et développement; elle a été responsable de 30 p. cent des dépenses en matière de recherche et développement du secteur manufacturier en 2015. Une part de l'innovation du Canada en haute technologie (y compris dans les neurosciences) découle en partie des dépenses en recherche et développement du secteur de l'aérospatiale. Ceci est particulièrement important puisque le gouvernement continue de porter son attention sur les emplois de qualité et l'innovation comme éléments moteurs de la prospérité et de la croissance économique.

Unifor exhorte les députés fédéraux à ne pas ratifier l'accord du Partenariat transpacifique. L'approche du Canada à l'égard du commerce mondial et des investissements doit servir à améliorer notre développement social et économique collectif, et être guidé par des principes progressistes de commerce équitable.

La Politique des retombées industrielles et régionales du Canada (dite politique de « compensation ») a joué un rôle important dans le développement de l'industrie de l'aérospatiale au pays. Cette politique exige des compagnies qui ont obtenu des contrats avec le gouvernement dans le domaine de la défense et de la sécurité, y compris avec la Garde côtière canadienne, de procurer des retombées économiques au Canada de la même valeur que celle du contrat. En vertu du PTP, les politiques de compensation sont considérées comme un obstacle au libre échange, et en vertu du chapitre 15 (Article 15.4(6)) il est généralement interdit aux gouvernements de les utiliser. Toutefois, le PTP accorde aux pays en voie de développement, dont la Malaisie et le Vietnam, des périodes de transition lors desquelles des compensations peuvent être imposées (Article 15.5). Voici la raison : ces pays sont considérés comme des marchés émergents. En vertu de cette entente, les périodes de transition peuvent durer jusqu'à 25 ans. Permettre à des pays comme le Vietnam et la Malaisie, où les salaires sont bas, d'utiliser ces mesures incitatives à l'investissement pour développer leur marché intérieur de l'aérospatiale est un avantage injuste qui a le potentiel de faire fuir de futurs investissements vers des pays comme le Canada et les États-Unis.

Protéger l'industrie de l'aérospatiale canadienne

Le PTP est un mauvais accord pour les Canadiennes et Canadiens, y compris pour les travailleuses et travailleurs de l'aérospatiale. Unifor croit qu'il ne devrait pas y avoir de restrictions sur la capacité du gouvernement canadien à faire en sorte que les dépenses gouvernementales servent à :

- 1. offrir des avantages directs aux travailleuses et travailleurs canadiens,**
- 2. soutenir l'innovation, la recherche et le développement en haute technologie.**

i https://www.ic.gc.ca/eic/site/ad-ad.nsf/fra/h_ad03964.html

ii https://www.ic.gc.ca/eic/site/042.nsf/fra/h_00020.html



Visitez le site: www.unifor.org/ptp pour obtenir plus d'information.

Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé au Canada, représentant plus de 310 000 membres partout au pays, dans tous les secteurs de l'économie, y compris les soins de santé, l'automobile, les chemins de fer, les médias, les mines, la foresterie, les pâtes et papiers, la fabrication, le transport et plus encore.